

Les filtres de la représentation au Guatemala : clés pour interpréter le processus électoral de 2015

Dennis P. Petri¹

L'élection générale organisée au Guatemala le 6 septembre 2015 (second tour des élections présidentielles le 25 octobre) s'est déroulée dans un contexte social tendu. La période pré-électorale s'était caractérisée par une succession de crises politiques et institutionnelles.

La principale crise fut le scandale de corruption connu comme « La Línea ». Découvert le 16 avril 2015 par l'agence de l'ONU Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala (*Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala*, CICIG), ce cas impliqua plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris le président Otto Pérez Molina qui démissionna le 2 septembre 2015 après avoir été dépouillé de son immunité par le Congrès, à seulement quelques semaines des élections. Pérez Molina est arrêté le jour suivant et son procès commence presque immédiatement.²

Une autre crise politique qui éclate avant les élections met directement en cause la légitimité du processus électoral. Des mouvements sociaux demandent le report du scrutin en raison de modifications de la loi électorale au cours de l'année 2015. Du fait de son approbation législative tardive, cette réforme ne pouvait pas être appliquée aux élections générales de septembre 2015. Malgré l'ampleur des mobilisations sociales, la date de l'élection est maintenue.³

Le processus électoral en soi n'était pas dépourvu d'irrégularités. La presse fait écho de plaintes déposées concernant le contournement de certains aspects du code électoral. Au nombre des irrégularités figurent la tenue d'activités partisans le jour de l'élection et « l'achat de voix »,

¹ Contact : dp.petri@gmail.com

² « "La Línea": el qué, el cómo y el por qué del escándalo de corrupción que tumbó al presidente de Guatemala », BBC, 3 septembre 2015, http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/05/150507_guatemala_corrupcion_escandalo_vicepresidenta_baldetti_jp.

³ « El TSE ratifica la fecha de elecciones », La Prensa Libre, 25 juin 2015, <http://www.prensalibre.com/guatemala/el-tse-ratifica-la-fecha-de-elecciones>.

ainsi que des problèmes liés à l'inscription des électeurs sur les listes électorales.⁴ Plus grave encore, suite à des éruptions de violence dans certains bureaux de vote⁵, les élections municipales ont dû être répétées dans 11 municipalités.⁶

Toutefois, le bilan du processus électoral est jugé positif par l'équipe d'observation électorale de l'Organisation des États Américains, en particulier si on le compare avec la violence du processus électoral de 2011.⁷ Dans son communiqué, la mission d'observation électorale de l'OEA félicite le peuple guatémaltèque et les différentes institutions pour « le succès » des élections générales.⁸ Contre toute attente, le taux de participation aux élections est élevé (71.33% au premier tour, 56.32% au 2ème), donnant au processus électoral une légitimité accrue.

L'élection présidentielle est remportée au second tour par Jimmy Morales, un *outsider* de la politique, connu auprès du public comme un acteur et comique. L'élection de cet *outsider* est un reflet du mécontentement généralisé de la population envers la classe politique guatémaltèque, même si le parti de Morales, le Front de Convergence Nationale (*Frente de Convergencia Nacional*, FCN-Nación) ne peut pas vraiment être considéré comme un « parti anti-système ».⁹

Les filtres de la représentation

Dans cet article, nous présenterons les « filtres de la représentation » que nous considérons les plus pertinents pour comprendre le processus électoral du Guatemala de 2015. La représentation politique est nécessairement imparfaite du fait qu'elle est conditionnée par un certain nombre de facteurs qui influencent, nuancent ou altèrent le résultat électoral. Nous désignerons ces facteurs

⁴ «Observadores confirman "acarreo" y pago de votos en jornada electoral», La Prensa Libre, 6 septembre 2015, <http://www.prensalibre.com/guatemala/decision-libre-2015/observadores-confirman-acarreo-y-pago-de-votos-en-jornada-electoral>.

⁵ «Elecciones 2015: violencia, incertidumbre y antivoto», El Periódico, 6 septembre 2015, <http://elperiodico.com.gt/2015/09/06/pais/elecciones-2015-violencia-incertidumbre-y-antivoto/199864/>.

⁶ «Elevan seguridad por repetición de elecciones ediles», La Prensa Libre, 19 octobre 2015, <http://www.prensalibre.com/guatemala/justicia/implementaran-mas-seguridad-en-municipios-que-repetiran-elecciones>.

⁷ «Guatemala: elecciones limpias, política sucia», 16 juin 2011, http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/latam/guatemalas-elections-clean-polls-dirty-politics.aspx?alt_lang=es.

⁸ Organización de los Estados Americanos, *INFORME ANTE EL CONSEJO PERMANENTE. Misión de Observación Electoral – Guatemala Elecciones Presidenciales, Legislativas, Municipales y del Parlamento Centroamericano 6 de septiembre y 25 de octubre de 2015*, http://oas.org/es/sap/deco/moe_informe/Informe_MOE_Guatemala2015_s.pdf.

⁹ «La mano derecha de Jimmy: un oficial de operaciones contrainsurgentes», Centro de Medios Independientes(CMI), 4 septembre 2015, <https://cmiguate.org/la-mano-derecha-de-jimmy-un-oficial-de-operaciones-contrainsurgentes/>.

comme des « filtres de la représentation » parce que ce sont des variables qui, comme une passoire, filtrent, pour ainsi dire, la volonté populaire.

Ces filtres sont souvent inévitables et parfois même nécessaires, mais ils peuvent aussi avoir des effets négatifs quand ils altèrent manifestement les résultats d'une élection. Certains filtres s'appliquent spécifiquement au contexte guatémaltèque. D'autres filtres sont génériques dans le sens où ils existent dans toutes les démocraties électorales ; ils ont néanmoins une singularité dans le contexte du Guatemala.

Les premiers filtres que nous retiendrons pour cette analyse sont : **(a) la territorialisation du système électoral**, **(b) la faible institutionnalisation du système de partis** et **(c) la fragmentation parlementaire**. Nous ne nous arrêterons pas sur les filtres qu'on pourrait considérer « institutionnels » ou « formels », préférant nous intéresser à des variables d'ordre sociologique.

Nous aborderons ainsi des filtres qui ont trait davantage à la culture politique du Guatemala : tout d'abord la question de la **(d) personnalisation de la politique**. Nous analyserons ensuite la question des **(e) défections parlementaires** – affectant la représentation parlementaire post-élection. Finalement, nous évoquerons les problèmes posés par **(f) l'inscription illégale d'électeurs sur les listes électorales**, une pratique qui a joué un rôle important pendant le processus électoral de 2015. Nous concluons l'article avec quelques **(g) remarques finales**.

(a) La territorialisation du système électoral

On sait, avec Giovanni Sartori (1996)¹⁰, que le système électoral est plus ou moins représentatif selon que l'on privilégie la représentativité (le pluralisme) ou l'émergence d'une majorité claire (la gouvernabilité). Ces deux éléments – la représentativité et l'émergence d'une majorité claire – sont des caractéristiques souhaitables dans un système électoral, mais très difficiles à concilier.

En effet, les systèmes de représentation proportionnelle sont potentiellement plus représentatifs que les systèmes majoritaires, mais ont l'inconvénient de ne pas dégager de majorité claire. La difficulté de former une majorité claire dans les systèmes de représentation proportionnelle peut néanmoins être compensée par une culture de coalitions. Dans les systèmes de type majoritaire, on sacrifie « un peu » de représentativité pour permettre de dégager une majorité claire. Le déficit de représentativité peut alors être compensé par un fonctionnement efficace du système de partis

¹⁰ Giovanni Sartori, *Ingeniería constitucional comparada*, Fondo de Cultura Económica, 1996.

comme fédérateurs d'intérêts ou d'autres formes de démocratie complémentaires comme la démocratie participative ou directe, ainsi que par des mécanismes de dialogue social.¹¹

Quel que soit le système électoral qui est adopté, le système électoral constitue un filtre important – et inévitable – de la représentation. Dans le cas du Guatemala, le système électoral utilisé lors de l'élection parlementaire 2015 est un système de listes proportionnelles multiples, composé de listes territoriales (circonscriptions) et une liste nationale. Chaque électeur vote donc en même temps pour une liste territoriale dans sa circonscription et pour une liste nationale.

L'originalité du système électoral guatémaltèque est que la partie territoriale a un poids beaucoup plus grand que la partie nationale. En effet, des 158 députés nationaux, 127 sont élus par un système de listes territoriales dans 23 districts électoraux et 31 par un système de liste nationale (cf. **tableau 1** et **tableau 2**).¹²

¹¹ Fernando Carrillo-Flórez & Dennis P. Petri, *Quality of Democracy and Parliamentary Reform in Latin America: How Europe Can Help*, International IDEA, Stockholm, 2009.

¹² *Ley Electoral y de Partidos Políticos*, Guatemala, 2011.

Tableau 1 : Députés élus par département (élections 2015)

Département	LIDER	UNE	FCN NACION	PP	EG	VIVA	TODOS	CREO	UCN
Alta Verapaz	3	5	1						
Baja Verapaz	1	1							
Chiquimula	1	1		1					
Chimaltenango	2	1	1				1		
El Progreso				1					
Escuintla	1	2	1	1			1		
Guatemala (département)	2	2	4	1	2	2	2	1	
Huehuetenango	4	3		1			1		
Izabal	1	1					1		
Jalapa		1							2
Jutiapa	2	1					1		
Petén	2	1		1					
Quetzaltenango	2	2	2						
Quiché	3	3		2					
Retalhuleu	1	1					1		
Sacatepéquez	1	1					1		
San Marcos	3	3	3						
Santa Rosa	1			1					1
Sololá	2			1					
Suchitepéquez	2	2					1		
Totonicapán	2			1			1		
Zacapa	1						1		

Source : Tribunal Supremo Electoral, Guatemala, 2015.

Tableau 2 : Députés élus par liste (élections 2015)

Liste	LIDER	UNE	FCN NACION	PP	EG	VIVA	TODOS	CREO	UCN	PAN
Liste nationale	7	5	3	3	2	1	3	2	2	1
District central			1		3	2	1	1		1

Source : Tribunal Supremo Electoral, Guatemala, 2015.

Une analyse du système électoral montre qu'il n'est pas aussi proportionnel qu'il n'y paraît. On pourrait considérer le système électoral guatémaltèque comme « déséquilibré » dans la mesure où plus de 80% des sièges parlementaires sont attribués par la partie territoriale. Il conviendrait peut-être mieux de caractériser le système électoral guatémaltèque comme « un système à dominante territoriale avec une correction nationale. »

L'effet de cette « correction nationale » est néanmoins à nuancer en raison d'un « effet d'entraînement » (*bandwagon effect*)¹³ du fait que l'élection parlementaire se déroule en même temps que l'élection présidentielle (ainsi que l'élection des maires, des assemblées municipales et des députés au parlement centraméricain). Comme l'élection présidentielle tend généralement à dominer le processus électoral, le parti de la préférence de l'électeur à l'élection présidentielle tend souvent à « entraîner » le choix des deux listes pour l'élection parlementaire.¹⁴

Le nombre de députés à élire dans chaque circonscription électorale est fonction de sa population. La plus grande circonscription électorale du Guatemala élit 19 députés alors que la plus petite n'en élit qu'un seul, convertissant cette circonscription en un système majoritaire *de facto*. Du fait de l'arrondissement du mode de scrutin, le système électoral est moins proportionnel et en pratique plus majoritaire dans les petites circonscriptions.

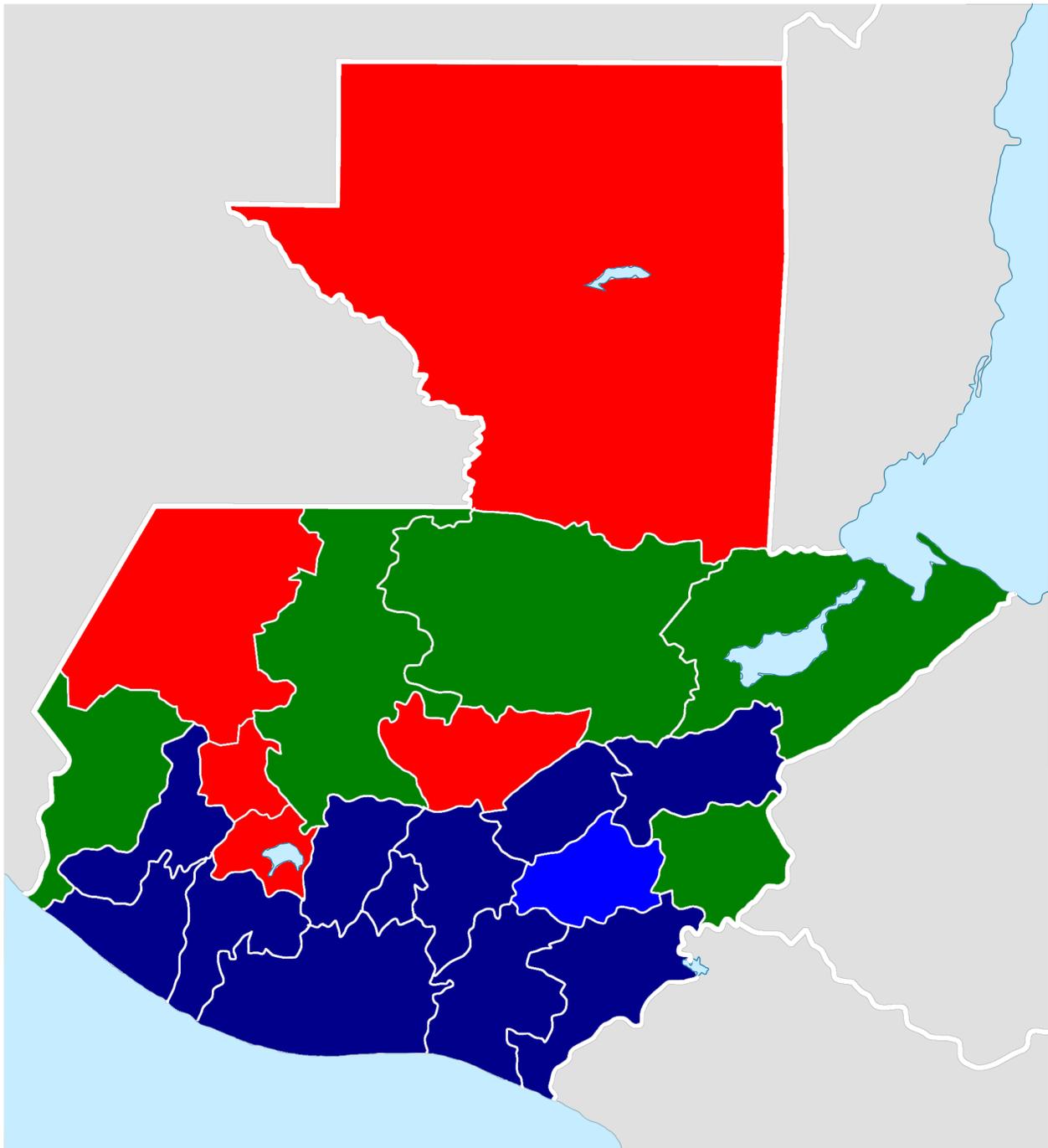
De façon similaire, le nombre de sièges au parlement pour la partie de la liste nationale est si limité que du fait de l'arrondissement du mode de scrutin, la proportionnalité est limitée par l'existence d'un seuil électoral *de facto*. Le résultat est un système fortement territorialisé – dans un pays qui, par ailleurs, n'est que très peu décentralisé – qui favorise le personnalisme et les territoires par rapport aux partis politiques.

L'analyse du processus électoral de 2015 montre que la territorialisation du système électoral a effectivement joué un rôle relativement important. Comme l'illustre la **carte 1**, au premier tour de l'élection présidentielle le soutien au parti LIDER (en rouge) était le plus prononcé dans les départements ruraux (notamment dans la circonscription d'origine du candidat présidentiel de ce parti, Manuel Baldizón), alors que la capitale et autres zones urbaines s'opposaient à ce candidat et se divisaient entre Jimmy Morales (en bleu foncé) et Sandra Torres (en vert), l'épouse de l'ex-président Álvaro Colom, de l'Union Nationale de l'Espoir (*Unión Nacional de la Esperanza*, UNE). Cette dynamique électorale ne s'explique pas seulement par le système électoral, mais a néanmoins joué un rôle important.

¹³ Nadeau, Richard; Cloutier, Edouard; Guay, J.-H. (1993). “New Evidence About the Existence of a Bandwagon Effect in the Opinion Formation Process”, *International Political Science Review* 14 (2): 203–213.

¹⁴ Pour un **grand nombre de** guatémaltèques **le** système électoral est perçu comme complexe. Le fait que l'électeur émette cinq votes différents pendant la même élection est un facteur additionnel de complexité.

Carte 1 : Résultats du premier tour de l'élection présidentielle par département



Source: Wikipedia (<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=43129084>).

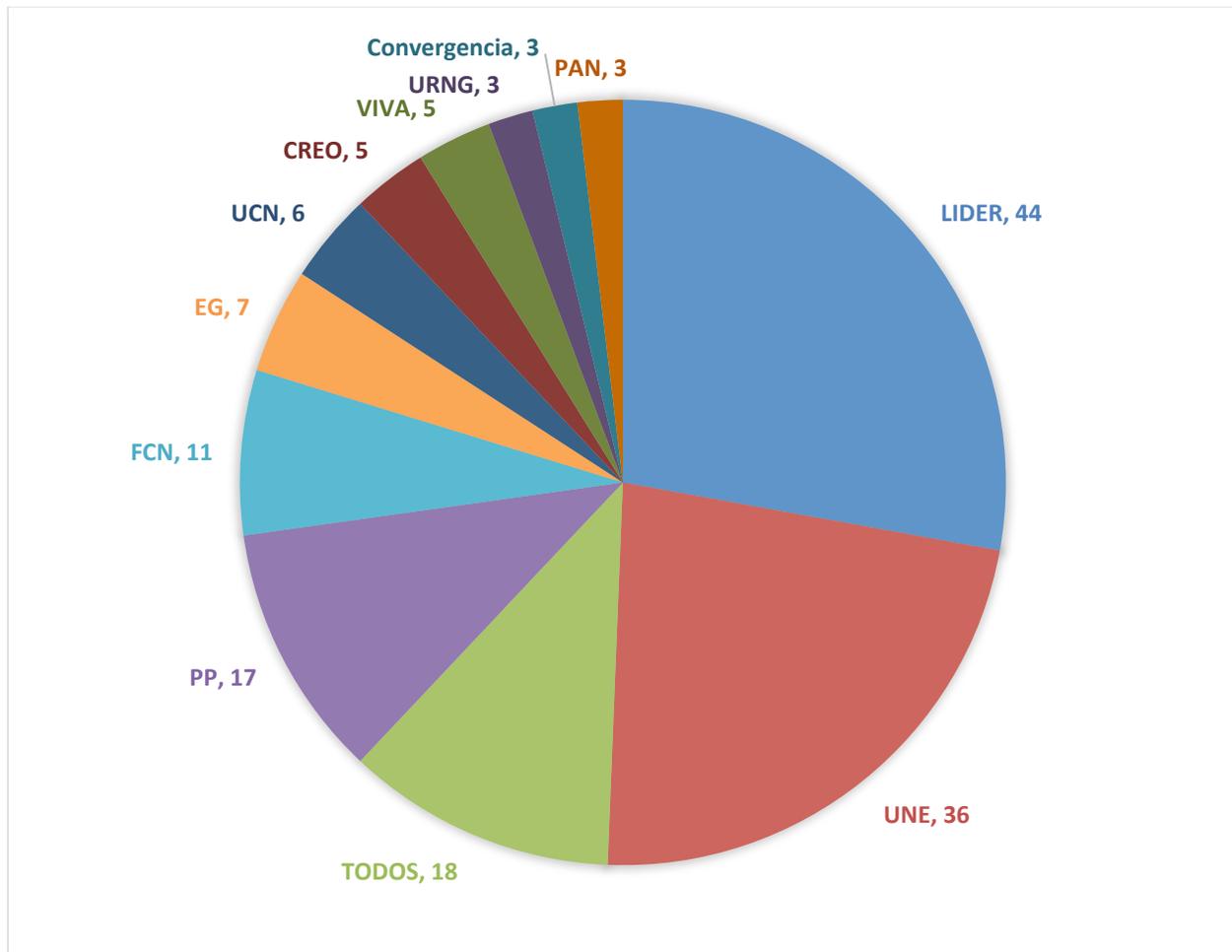
Nous observons que dans l'élection de 2015, « l'effet d'entraînement » n'était pas si prononcé, parce que le parti LIDER, le parti du candidat qui a terminé troisième au premier tour de l'élection présidentielle est devenu le parti le plus important au parlement. En effet, il semblerait

qu'un grand nombre d'électeurs ont émis un « vote croisé », votant pour des candidats différents pour l'élection présidentielle et l'élection parlementaire. En conséquence, l'électeur n'a pas donné un mandat illimité au candidat présidentiel, mais s'assure d'une opposition parlementaire consistante.

(b) La fragmentation parlementaire

Nous observons que le résultat électoral donne un parlement fortement fragmenté (**graphique 1**). Comme le Guatemala ne connaît pas une culture de coalition gouvernementale, les gouvernements sont presque toujours minoritaires. L'élection législative ne dégage pas de majorité claire. LIDER, le parti de Manuel Baldizón remporte le plus de sièges : 44 de 158. De ce fait, le président Morales ne dispose pas de majorité au congrès. Si le vote pour Morales était un vote de protestation, son mandat est néanmoins limité par l'absence d'une majorité parlementaire.

Graphique 1 : Députés élus par parti politique



Source : Tribunal Supremo Electoral, Guatemala, 2015.

(c) La faible institutionnalisation du système de partis

Dans une démocratie, les partis politiques sont des acteurs essentiels. Leur rôle principal est la fédération d'intérêts, c'est-à-dire le regroupement de leurs militants autour d'objectifs partagés, que ces objectifs soient idéaux ou matériels. Les partis politiques sont, de ce fait, les intermédiaires du peuple, qui leur délèguent leur pouvoir de décision (cf. Offerlé 2012).¹⁵

Idéalement, les partis politiques ne fonctionnent pas seulement lors de l'élection mais jouent leur rôle de fédérateur d'intérêts entre les élections de façon permanente, afin d'alimenter leurs délégués élus en projets et retours d'information. Or, voici un problème central dans le système

¹⁵ Michel Offerlé, *Les partis politiques*, PUF, 2012.

de partis du Guatemala : les partis tendent à être des « machines électorales », c'est-à-dire des instruments qu'utilisent les candidats politiques pour obtenir un mandat électoral, mais qui disparaissent (ou se rétrécissent) après l'élection.

Ce serait une erreur de conclure à la faiblesse du système de partis du Guatemala : les partis politiques ne sont pas faibles, mais prennent vie essentiellement lors des élections. Toutefois, cette situation constitue un filtre de la représentation parce qu'elle limite l'interaction entre les représentés et leurs représentants par le biais des partis politiques. Ce cas de figure n'est par ailleurs pas exclusif du Guatemala ; il est assez caractéristique de l'ensemble de la région américaine, y compris les États-Unis.

Les aspects suivants sont des conséquences – elles en sont aussi les causes – de l'importance de ce filtre de la représentation concernant le système de partis du Guatemala. Tout d'abord, l'absence de véritables programmes politiques qui seraient le produit d'un processus interne de réflexion et de débat au sein des partis politiques.¹⁶

La question du financement des partis politiques est également pertinente. Dans le cas du Guatemala, le système de financement des partis politiques n'encourage pas l'existence de bureaux permanents des partis politiques qui interviennent dans des activités de formation et de réflexion ; de fait, les partis politiques du Guatemala n'ont pas des membres formels qui participent à la vie du parti politique entre les élections.¹⁷

(d) La personnalisation de la politique

Induit par la nature du système électoral, le fonctionnement du système de partis du Guatemala est propice à une forte personnalisation de la politique, c'est-à-dire que dans l'imaginaire de l'électorat, le candidat devient plus important que le parti. Cette situation implique que l'électeur ne vote pas vraiment pour un parti, une idéologie ou un programme politique, mais davantage pour une personne jugée par son charisme personnel ou ses qualités perçues telles que sa fiabilité, son honnêteté ou sa détermination.¹⁸

La question de la personnalisation de la politique est illustrée par l'habitude des guatémaltèques d'élire le candidat présidentiel qui avait fini deuxième lors de l'élection précédente. Lors des

¹⁶ Il est intéressant de noter ici que le système électoral du Guatemala permet des candidatures indépendantes, ainsi que des candidatures de « comités civiques électoraux » et « d'associations politiques. »

¹⁷ Organización de los Estados Americanos, op.cit.

¹⁸ La personnalisation de la politique pourrait être considérée comme une tendance dans beaucoup de pays, y compris les démocraties plus anciennes.

élections présidentielles de 2011, 2007, 2003 et 1999, le candidat qui avait fini deuxième lors de l'élection précédente avait été élu président (Alfonso Portillo, Oscar Berger, Álvaro Colom et Otto Pérez successivement).

Cette situation s'explique par le fait qu'il est très difficile pour un candidat de remporter une élection sans être connu auprès du public. Participer à une élection et passer au second tour, même si ce second tour est perdu, semble donc s'avérer une condition nécessaire pour être élu à l'élection suivante, en partie parce que l'exposition médiatique d'un passage au second tour est essentielle pour être connu dans les zones rurales du Guatemala ; un candidat non connu du public a peu de chances d'être élu.¹⁹

Aux élections de 2011, Manuel Baldizón a terminé deuxième et il était donc attendu par plusieurs qu'il remporte l'élection présidentielle de 2015. Pourtant, l'élection de 2015 a rompu avec cette coutume, Baldizón terminant troisième au premier tour. Mais la règle que le candidat qui est élu doit être connu auprès du public se maintient : Jimmy Morales, du fait de sa popularité comme comique de télévision, remplit ce critère.

(e) Les défections parlementaires

Le Guatemala est un des pays d'Amérique latine avec l'un des taux les plus élevés de défections partisans. Au niveau parlementaire, selon Fortín (2008)²⁰, 42,86% des députés réélus entre 1990 et 2007 ont changé de parti politique. Des données plus récentes ne sont pas disponibles, mais il est indéniable que les défections parlementaires sont une caractéristique structurelle du système de partis guatémaltèque.

En dehors de la sphère parlementaire, la fluidité de l'appartenance partisane est également notable. Pour ne citer que deux exemples : Manuel Baldizón, candidat présidentiel en 2011 et en 2015, a été membre de trois partis successivement : PAN (2003-2006), UNE (2006-2008) et LIDER (2010-2015) ; un maire de Villa Nueva a été réélu quatre fois, à chaque fois avec un parti différent.²¹

Le système politique guatémaltèque a trouvé dans les défections parlementaires un remède efficace pour assurer un certain degré de gouvernabilité. En effet, il est arrivé qu'un parti

¹⁹ Entretiens personnels.

²⁰ Javier Fortín, "Transfuguismo parlamentario en Guatemala: algunos casos", *Cuadernos de información política N° 15*, FLACSO-Guatemala, Guatemala, 2008.

²¹ Entretiens personnels.

minoritaire en début de mandat puisse devenir majoritaire s'il arrive à absorber des membres d'autres partis en cours de mandat, ce qui permet au parti du gouvernement d'obtenir les majorités nécessaires pour gouverner.²²

Les défections parlementaires sont à la fois une cause et une conséquence de la faiblesse du système de partis. Elles en sont une conséquence dans la mesure où la plupart des défections sont le reflet de la faible capacité d'articulation politique des partis politiques. Bien sûr, certains cas de défections parlementaires peuvent être interprétés comme des expressions du dynamisme du système, mais une recherche conduite par Vargas & Petri en 2008 a trouvé que la plupart des cas de défections sont motivés par des pragmatismes de députés individuels qui désirent développer leurs carrières politiques personnelles au détriment des intérêts de leurs partis et de leurs électeurs.²³

Il convient de rappeler que les défections parlementaires ne sont pas punies ni découragées par le règlement du parlement guatémaltèque. Vargas & Petri (2008) soutiennent que le facteur explicatif principal des défections parlementaires est que l'organisation du travail parlementaire, et l'institution démocratique dans son ensemble, privilégient les droits individuels des députés sur les droits collectifs des partis politiques et de l'électorat. En effet, dans le règlement du parlement guatémaltèque un député qui change de parti, ne perd aucun de ses droits ou de ces ressources (salaire, assistants, bureau, etc.) ni est affecté dans la distribution des présidences de commissions législatives ou de sièges dans le bureau du parlement.

Les défections parlementaires alimentent en retour la faiblesse du système de partis dans le sens où il s'agit d'un comportement qui contribue à créer davantage de confusion pour l'électorat et rend difficile l'identification des partis politiques par leurs électeurs. Les défections provoquent une reconfiguration permanente des relations de pouvoir au sein du parlement, et en conséquent une confusion grandissante sur les priorités politiques et le programme idéologique des partis politiques.²⁴

(f) L'inscription illégale d'électeurs sur les listes électorales

²² Dennis P. Petri, *Beyond Treason. Explanatory Factors of Parliamentary Party Group Switching in Costa Rica within a Central American comparative perspective*, Mémoire de Master, Sciences Po Paris, soutenu le 15 juin 2010.

²³ Jean-Paul Vargas & Dennis P. Petri, *TRANSFUGUISMO: Desafíos político-institucionales para la gobernabilidad parlamentaria en Centroamérica*, Fundación DEMUCA, San José, 2010.

²⁴ Dennis P. Petri, *op.cit.*

Nous présenterons ici un filtre de la représentation qui n'est pas le résultat d'une imperfection du système, mais d'un abus du système : l'inscription illégale d'électeurs sur des listes électorales appartenant à d'autres circonscriptions. En effet, lors de notre présence sur le terrain lors des élections générales de septembre 2015 nous avons constaté l'existence de cette pratique qui vise à utiliser les listes électorales pour influencer les résultats des élections.

Dans certaines localités, nous avons appris que des candidats avaient soudoyé des électeurs de circonscriptions voisines pour s'enregistrer dans leur circonscription afin de s'assurer d'un résultat favorable. Par exemple, on nous racontait que dans un village où il devrait y avoir 5000 électeurs, il y avait 7000 électeurs inscrits. Dans les circonscriptions concernées, cette pratique, connue comme « *acarreo de votos* » [transport de votes, en français], est une évidente falsification de l'élection et constitue donc un filtre important de la représentation. L'ampleur de cette pratique est néanmoins difficile à estimer ; nous avons pu la confirmer dans un certain nombre de bureaux de vote.²⁵

Dans les circonscriptions où cette pratique avait lieu, nous avons pu constater que l'ambiance était très tendue le jour du vote, allant parfois jusqu'à des incidents violents. Les habitants de la circonscription, ne connaissant pas les personnes qui venaient voter et les soupçonnant de s'être inscrit dans cette circonscription pour influencer le résultat de l'élection, tentaient de convaincre les présidents des bureaux de vote de les empêcher de voter. Intimidés, les présidents des bureaux de vote parfois refusaient vote, ce qui énervait les observateurs de certains partis politiques qui étaient présents dans les bureaux de vote.

Pour répondre à cette situation, le Tribunal Suprême Electoral (TSE) du Guatemala avait dans un premier temps donné la consigne, en accord avec la Constitution, que le droit de vote ne peut être nié à personne, et que toute personne inscrite sur la liste électorale de la circonscription devait être autorisée à voter, et ce même si les autorités estimaient que leur domicile se situait hors de la circonscription. La question de l'inscription illégale d'électeurs ne pouvait bien sûr être réglée le jour de l'élection, mais on comprenait qu'il était possible de porter plainte en justice contre les personnes soupçonnées d'avoir contribué à cette pratique, sans toutefois leur nier le droit de vote. Cette consigne du TSE ne satisfaisait pas tout le monde. Dans certains de bureaux de vote, l'ambiance demeurait tendue, parce qu'on comprenait que porter plainte contre les personnes qui avaient menti sur leur domicile n'allait pas changer les résultats de l'élection. Face à

²⁵ Observation personnelle dans le département de Retalhuleu.

l'insatisfaction grandissante dans plusieurs de bureaux de vote, le TSE communiqua une autre consigne : si le président du bureau électoral considère qu'une personne n'était vraiment pas domiciliée dans la circonscription et que ceci était confirmé par l'ensemble des représentants des partis présents, cette personne pouvait se voir refuser le droit de voter.

Le changement de consigne le jour même de l'élection augmenta la confusion, d'autant plus que la solution proposée par le TSE reposait sur une position pouvant être jugée arbitraire. En effet, il devint difficile de déterminer avec certitude si une personne ne résidait pas dans la circonscription.

L'inscription illégale d'électeurs sur les listes électorales est problématique parce qu'elle constitue un conflit entre des droits contradictoires. D'une part, on ne peut légitimement refuser le droit constitutionnel de vote à un électeur dument inscrit sur les listes électorales. D'autre part, si une personne a délibérément menti sur son domicile elle est coupable d'un délit de falsification.

Cette situation n'est pas facile à régler, et s'était déjà présentée lors d'élections précédentes. Nous pouvons conclure que cette pratique constitue un filtre de la représentation qui fausse le résultat électoral mais dont l'ampleur ne peut pas être déterminée.

(g) Remarques finales

Dans cet article, nous avons présenté quelques filtres de la représentation que nous avons jugés pertinents pour comprendre le fonctionnement de la démocratie représentative au Guatemala. Comme nous l'avons signalé dans l'introduction, ces filtres ne sont pas nécessairement exclusifs du Guatemala, mais ils présentent néanmoins une singularité dans ce pays.

Les filtres de la représentation que nous avons décrits ne constituent pas non plus une liste exhaustive, mais permettent de donner quelques clés pour interpréter le processus électoral de 2015. Spécifiquement l'influence de la territorialisation du système électoral sur la composition de la faible institutionnalisation du système de partis est utile pour interpréter les résultats électoraux de 2015.

Sans prétendre être légitimiste dans notre approche, les filtres sélectionnés sont caractéristiques d'une démocratie récente, qui démontre en même temps une certaine maturité. Les crises politiques et institutionnelles qu'a vécues le Guatemala pendant la phase pré-électorale, ainsi que

les irrégularités pendant le processus électoral – y inclus la question de l’inscription illégale d’électeurs sur les listes électorales – n’ont pas miné la légitimité des élections.

À plus long terme, s’ils ne sont pas pris au sérieux par les responsables politiques, ces problèmes risquent toutefois de délégitimer la démocratie guatémaltèque. Il en va de même pour les questions posées par la personnalisation de la politique, l’ampleur des défections parlementaires, la complexité du système électoral, la fragmentation parlementaire ou la question du financement des partis politiques.